

**hebdomadaire**

n° 3037 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## LA FONCTION PUBLIQUE SOUS LA LIGNE DE FLOTTAISON

*La RGPP finit par toucher sa cible. En 2011, les effectifs de la fonction publique auront reculé de 20 000 emplois et les usagers sont les premiers touchés par l'éloignement et les fermetures de services. Pour FO, cela justifie d'autant plus de porter à l'ordre du jour de la conférence sociale de juillet l'enjeu du service public. Lire en page 3.*

### AGIR événements

L'AFPA connaît une longue agonie depuis la loi de 2009 qui organise son démantèlement. Une situation d'urgence qui place l'Etat devant ses responsabilités.

Lire page 6

Les élections législatives en Grèce ont confirmé l'ampleur du rejet des plans d'austérité dictés par la Troïka.

Lire page 7

Prise au piège d'un emprunt toxique, la ville de Sassenage refuse de payer la facture. La Chambre régionale des comptes lui donne raison.

Lire page 2

À Dreux, une société d'intérim portugaise employait des travailleurs venus d'Europe de l'Est, les logeait dans un camping et les payait la moitié du SMIC.

Lire page 5

«BANQUES:  
OÙ SONT PASSÉS LES  
MILLIARDS?»

Lire l'éditorial page 4

### AGIR événement

Maung Maung est le Secrétaire général de l'organisation syndicale birmane FTUB. Nous l'avons rencontré à Genève.

Lire page 12

### RESPIRER culture

Elle est réputée indolore mais fait pourtant mal au budget. Un peu à celui des riches et beaucoup à celui des plus modestes. Histoire de la TVA.

Lire page 15

### MONTRER enquête

Observer la Terre depuis l'espace permet d'affiner les prévisions météorologiques et de mieux gérer les catastrophes naturelles. Sauf que les financements publics européens se réduisent dangereusement.

Lire pages 17 à 20



L'ouragan Florence en 2006  
vu de la station spatiale internationale  
au cours de la mission Astrolab (STS121)



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

# «BANQUES: OÙ SONT PASSÉS LES MILLIARDS?»

Il y a quelques semaines, la Commission européenne s'adressait aux banques centrales nationales de la zone euro (dont la Banque de France) pour leur demander de regarder à quoi avaient été utilisés les deux fois 500 milliards d'euros prêtés aux banques par la Banque centrale

européenne.

Ce qui signifie clairement que ces dernières n'ont guère prêté aux États, aux entreprises ou aux particuliers.

Il y a quelques jours, à l'occasion d'un déplacement en Haute-Marne et d'une rencontre avec les employeurs d'entreprises artisanales de différents secteurs, ceux-ci m'expliquaient qu'il était de plus en plus difficile d'être épaulé par les banques et que les garanties exigées par ces dernières (y compris pour des investissements de quelques milliers d'euros) devenaient insupportables.

Ces deux exemples sont révélateurs de la situation de crise actuelle.

De fait, après avoir obtenu la déréglementation et la libéralisation, après avoir été à l'origine de l'écèlement de la crise des *subprimes* aux États-Unis, après avoir contribué, pour être sauvées et aidées, à accroître l'endettement public, les banques continuent à réclamer de l'aide. C'est par exemple le cas en Espagne aujourd'hui.

D'énormes moyens sont ainsi mobilisés pour soutenir le secteur bancaire, tout en imposant ici et là des plans d'austérité aux populations.

Tout cela justifie l'urgence à réglementer (ce que réclament aussi nos camarades du secteur bancaire), à revoir en Europe les traités, à permettre, par exemple, à la Banque centrale de prêter aux États, ce qui, dans un premier temps, permettrait de calmer le jeu pour entreprendre une véritable réorientation de la construction européenne.

Et syndicalement, il convient de combattre les politiques d'austérité dans tous les pays et sur le plan européen. C'est d'ailleurs en ce sens que le comité exécutif de la CES a décidé de marquer son opposition au traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance (TSCG).

## S O M M A I R E

### AGIR

**Page 2**  
Emprunts toxiques: Une chambre régionale des comptes soutient une commune contre la banque Dexia.  
Coût de la vie: Inflation: une baisse qui cache des hausses.

**Page 3**  
Sans précédent: En 2011, dans la fonction publique, les suppressions d'emplois ont été supérieures aux créations.  
Monuments historiques: Les vérificateurs de l'État veulent garder leur statut.

**Page 4**  
«Banques: où sont passés les milliards?», par Jean-Claude Mailly.

**Page 5**  
Dumping social: Des intérimaires immigrés abandonnés à Dreux.  
Sous-traitance européenne: La loi facilement détournée par les employeurs.

**Page 6**  
Formation professionnelle: Seul l'État peut sauver l'AFPA.  
Emploi: «Le gouvernement veut ajuster le statut des auto-entrepreneurs».

**Page 7**  
Occupation: Territoires palestiniens: l'OIT lance un cri d'alarme.  
Élections: Rien n'est réglé en Grèce.

**Page 8**  
TPE - Études et conseil: La convention SYNTEC n'est rien d'autre qu'une reprise du Code du travail.  
Sabrina: «Je suis le patron, vous obéissez!»

**Page 9**  
Congrès UD: FO soutient la combativité des salariés en Corrèze.  
Congrès UD: Développer FO dans les entreprises des Pyrénées-Atlantiques.  
Post-scriptum, par Yves Veyrier: Du G20 à Rio+20 en passant par le CESE...

**Page 12**  
OIT: «En Birmanie, le travail forcé demeure une réalité qui touche enfants et adultes.»

### SAVOIR

**Page 13**  
Les droits:  
Prise d'acte de la rupture:  
L'employeur doit en être informé avant la saisie du conseil de prud'hommes.  
Consommation:  
Achats sur internet: des clics et des claques.

**Page 14**  
Le chiffre de la semaine.  
Les chiffres utiles.  
Les allocations chômage.

### RESPIRER

**Page 15**  
L'injustice fiscale:  
La taxe sur la valeur ajoutée.  
Parution > La rédaction vous signale.  
Voix de presse:  
L'Allemagne joue dur.

**Page 16**  
Une sélection de livres.  
À voir et à entendre:  
Théâtre en Avignon:  
Très nombreux, chacun seul: l'œuvre au noir du travail.

### MONTRER

**Pages 17 à 20**  
Et pourtant elle tourne:  
Ce que nous apprend la Terre vue de l'espace.

### CONGRÈS

**Pages 10 et 11**  
La Fédéchimie frappée par la casse sociale.

Avec ce numéro, un supplément de 32 pages consacrées au Tour de France cycliste, intitulé: «Tout sur le Tour».

#### Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:  
Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),  
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Service photos: G. Ducrot (8467)  
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par  
01 40 52.  
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2<sup>e</sup> trim. 2012  
Commission paritaire: 0911S05818



## LES DROITS

Obligation

Judiciaire

Formalisme

Contrat

*Réservée au seul salarié, la prise d'acte de rupture est un moyen de mettre fin au contrat de travail caractérisé par un formalisme a minima, qui demande quand même à être respecté. Il est logique que, créée par la jurisprudence, celle-ci prenne soin d'en formuler le plus clairement possible les contours, comme vient de le faire ici la Cour de cassation. En l'espèce, le salarié n'avait pas en person-*

*ne signalé à son employeur la prise d'acte de rupture avant de saisir le conseil de prud'hommes (CPH). Cette condition d'information n'ayant pas été remplie, la Cour de cassation a jugé qu'il n'y avait plus de prise d'acte mais une demande de résiliation judiciaire. Dans ce cas, le salarié doit poursuivre son contrat en attendant la décision prud'homale. Pas toujours facile...*

# PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE: L'EMPLOYEUR DOIT EN ÊTRE INFORMÉ AVANT LA SAISINE DU CONSEIL DE PRUD'HOMMES

Par un arrêt de la Cour de cassation en date du 16 mai 2012 (Cass. soc., 16-5-12, n°10-15.238, **FS-PBR**), les hauts magistrats poursuivent le peaufinage du régime juridique de la prise d'acte de la rupture du contrat de travail.

En l'espèce, un salarié engagé en qualité de responsable administratif avait directement, par le biais d'une lettre de son avocat, saisi le conseil de prud'hommes.

Cette lettre faisait mention de la situation de rupture dans laquelle il se trouvait, laquelle était imputable à son employeur et devait produire les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Elle faisait également état de divers manquements de l'employeur à ses obligations contractuelles, ainsi que d'un harcèlement moral.

Concrètement, étant absent de l'entreprise, le salarié n'avait pas pris la peine d'informer l'employeur de cette prise d'acte. Il l'avait directement assigné devant le conseil de prud'hommes.

Le salarié a été débouté par la cour d'appel de Besançon au motif que la rupture ne pouvait être qualifiée de prise d'acte, mais devait s'analyser comme étant une demande de résiliation judiciaire. Les juges du fond ont

également considéré que la prise d'acte ne pouvait émaner que du seul salarié et non de son conseil.

Pour rappel, la prise d'acte de la rupture n'exige aucun formalisme et rompt immédiatement le contrat de travail, tandis que la résiliation judiciaire est un recours permettant au salarié de demander à la juridiction prud'homale de prononcer la rupture du contrat. Cette dernière laisse subsister les relations contractuelles en attente du jugement et, également, dans l'hypothèse où les manquements de l'employeur ne sont pas jugés suffisants pour justifier la rupture. Pour la Cour de cassation, «si la prise d'acte de la rupture n'est soumise à aucun formalisme et peut valablement être présentée par le conseil du salarié au nom de celui-ci, c'est à la condition qu'elle soit adressée directement à l'employeur».

En l'espèce, «il ne résulte pas des constatations de l'arrêt que l'avocat ait adressé directement à l'employeur une prise d'acte de la rupture au nom du salarié».

Ainsi, d'une part, les hauts magistrats rappellent un principe dégagé antérieurement dans un arrêt en date du 4 avril 2007 (Cass. soc., 4-4-07, n°05-42.847): «la prise d'acte peut valablement être

présentée par le conseil d'un salarié au nom de celui-ci».

Cette faculté est donc dorénavant fermement consacrée par la chambre sociale de la Cour de cassation.

D'autre part, l'arrêt du 16 mai 2012 doit retenir notre attention en ce qu'il rend obligatoire l'information préalable de l'employeur, par le salarié ou son conseil, de la prise d'acte avant toute saisine du conseil de prud'hommes.

Un arrêt du 1<sup>er</sup> février 2012 (Cass. soc., 1-2-2012, n°10-20.732) avait laissé présager la consécration d'une telle solution.

En effet, dans une espèce assez similaire à celle qui nous occupe ici, il avait été jugé que «la saisine du conseil de prud'hommes par un salarié pour voir juger que la rupture intervenue est imputable à l'attitude fautive de l'employeur ne peut être assimilée à une prise d'acte». Cependant, dans l'arrêt du 16 mai, les magistrats vont plus loin puisqu'ils retiennent expressément qu'une telle saisine doit s'analyser en une demande de résiliation judiciaire.

En conséquence, bien que la prise d'acte de la rupture du contrat de travail ne soit soumise à aucun formalisme, l'information de l'employeur est un préalable indispensable à la saisine du juge

prud'homal. Et, bien qu'un écrit ne semble toujours pas exigé, il ne peut qu'être recommandé afin d'apporter la preuve de cette information.

Pour une connaissance de ces deux dispositifs de rupture, voir «La rupture du contrat de travail aux torts de l'employeur», *InFOjuridiques* n°77, mars-mai 2012, p. 5.

### FS-PBR

Abréviations accompagnant la publication d'un arrêt de la Cour de cassation. FS signifie Formation de Section et PBR une publication dans le Bulletin de la Cour de cassation (P), ainsi que dans celui d'information bimensuel de la Cour de cassation (B), pour informer rapidement les magistrats, et dans le Rapport annuel de la Cour de cassation (R), indiquant une forte portée doctrinale.

### PRISE D'ACTE

Acte écrit par lequel le salarié considère le contrat de travail comme rompu. Suppose, de la part de l'employeur, un ou plusieurs manquements suffisamment graves pour empêcher la poursuite du contrat de travail. De création récente et d'origine jurisprudentielle, c'est une modalité particulière, réservée au seul salarié, de rupture du contrat de travail à durée indéterminée.

### DEMANDE DE RÉSILIATION JUDICIAIRE

Solliciter du conseil de prud'hommes qu'il prononce la rupture du contrat de travail pour non-respect par l'employeur de ses obligations. Celle-ci produira les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Si les faits invoqués ne sont pas jugés justifiés, il n'y pas démission comme dans la prise d'acte.

## CONSOMMATION

# ACHATS SUR INTERNET: DES CLICS ET DES CLAQUES

La bonne affaire peut être l'affaire d'un seul clic mais aussi l'occasion d'une bonne claque. Avant tout, il faut rappeler que les prix sur internet ne sont pas forcément moins chers qu'ailleurs, certains profitant largement de cette réputation, et que la photo accompagnant l'article n'est jamais contractuelle, c'est-à-dire que l'on ne peut, légalement, s'y fier et bien sûr s'en servir pour refuser l'achat ou son paiement. Et c'est bien souvent là que le bât blesse. Il vaut mieux prendre un peu de temps pour quelques précautions en amont, même si l'achat sur la Toile est généralement motivé par le gain de temps. L'AFOC, l'association de défense des consommateurs de Force Ouvrière, en a suggéré toute une série. Notamment ouvrir, sur le site internet, la rubrique

«Qui sommes-nous?», «Contactez-nous» ou autre «about», pour déterminer une présence physique du vendeur, comme par exemple l'adresse d'un siège social. Ou lire attentivement les conditions générales de vente, les modalités de livraison et de paiement. Légalement, pour tout achat sur internet (e-commerce) comme pour d'ailleurs toute vente à distance (VAD), l'acheteur dispose d'un délai de rétractation de «sept jours francs à compter de la réception des biens ou de l'acceptation de l'offre pour les prestations de service». Mais ce n'est pas valable pour tout (voir article L121-20 du code de la consommation). À noter que quand le délai s'achève un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Inutile de préciser la dangerosité des opérations d'achat avec l'étranger. L'AFOC rappelle également que l'on peut être redevable d'une taxe d'un montant assez important pour un achat hors de l'Union européenne. Dans tous les cas, le paiement en ligne doit s'effectuer par le biais d'une connection sécurisée: l'adresse de la page doit commencer par https au lieu de, comme d'ordinaire, http. En outre, en bas de la page doit se trouver un pictogramme représentant un petit cadenas fermé. À défaut, votre compte pourrait se trouver ouvert à tout vent! Et se vider en un seul clic.

**AFOC** Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur [afoc.net](http://afoc.net) – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Une plate-forme dédiée à votre secteur d'activité pour répondre au mieux à vos questions et vos droits: <http://www.inFO-tpe.fr>

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

### LE SMIC

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**9,22 euros l'heure**,  
soit **1 398,37 brut**  
**par mois**  
pour 151,67 heures.

### FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement  
dans la fonction publique  
depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**1 398,35 euros brut.**

Plafond mensuel  
de la Sécurité sociale  
du 1<sup>er</sup> janvier  
au 31 décembre 2012:  
**3 031 euros.**

### ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux  
personnes âgées (ASPA)  
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1<sup>er</sup> avril 2012:

**9 325,98 euros** par an  
pour une personne seule  
**(777,16 euros par mois)**  
**14 479,10 euros** par an  
pour un couple.

Minimum contributif majoré:  
**8 142,01 euros** par an  
pour une personne seule  
(soit **678,50 euros** par mois).

### RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO

Valeurs des points et salaires de  
référence au 1<sup>er</sup> avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**  
ARRCO à **1,2414 euros**

### Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin  
omnipraticien:

**23,00 euros.**

Au cabinet du médecin  
spécialiste:

**25,00 euros.**

## LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE



Les Français occupent à eux seuls un tiers du Top Ten des cent fortunes européennes, établi par le magazine économique suisse *Bilan* et dévoilé le 6 juin dernier. On en trouve trois dans les dix premières places du classement. Tout d'abord, en quatrième position, la famille Mulliez (Auchan, etc.), puis, cinquième, Bernard Arnault (LVMH), et, sixième, Liliane Bettencourt. On trouve également trois Allemands, un Espagnol (deuxième), un Italien, un Suédois (premier), un Russe (neuvième) et un Ukrainien (dixième). Le bihebdomadaire suisse constate que «les Européens de l'Ouest sont surtout des héritiers d'entreprises familiales. On en dénombre 48». Et souligne que la «vieille économie» domine largement le classement grâce à des «activités traditionnelles comme le commerce de détail (Ikea, Aldi, Lidl), le textile, les matières premières ou l'industrie des métaux». Il conclut en notant que 29 de ces 100 grandes fortunes d'Europe habitent en Confédération helvétique.

### COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

CRDS<sup>(1)</sup>: 0,5% depuis le 1<sup>er</sup> février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

#### SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%  
Assurance-vieillesse: 6,65%  
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

#### ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC  
Tranches A et B 2,40%

APEC<sup>(2)</sup> 0,024%

#### RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)  
Non-cadres tranches A et B  
et cadres tranche A: 3%  
● AGIRC  
Cadres tranches B et C: 7,70%  
● Cotisation AGFF  
Tranche A<sup>(3)</sup> 0,80%  
Tranche B<sup>(4)</sup> 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.  
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.  
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

### ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €  
3 enfants: 289,82 €  
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge  
des allocations:  
35,74 € de 11 à 16 ans  
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après  
le 30 avril 1997, vous ne  
recevrez pas ces deux ma-  
jorations; vous recevrez  
une majoration de 62,90 €  
à partir du mois suivant  
leur 14<sup>e</sup> anniversaire.

### CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à  
27,66 euros par jour au  
minimum, mais ne peut  
dépasser 75% du salaire  
journalier de référence  
(salaire des douze mois  
qui ont précédé la rupture  
du contrat de travail).

*Vous trouverez tous les détails  
dans le tableau «Allocations  
chômage» ci-dessous.*

### INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

MAI 2012 DU 31/05/2011 AU 31/05/2012 DU 01/01/2012 AU 31/05/2012

-0,1%

+2%

+1%

#### INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

1<sup>er</sup> trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,37 – évolution sur un an: + 2,24%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

## LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

### LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.  
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

#### Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.